

« Nous sommes passés d'un effondrement politique à une confrontation militaire. Je blâme également l'ONU et la communauté internationale, car l'accord qu'elles ont parrainé n'était pas viable ».

Entretien avec *Abdelwahab El-Affendi* par *Jordi Bertran*

CONFLIT MILITAIRE AU SOUDAN

Depuis le 15 avril, le Soudan connaît un grave conflit militaire dont l'épicentre se situe dans la capitale, Khartoum. Deux généraux se disputent le pouvoir : Abdel Fattah Al Bourhane, chef des Forces armées du Soudan, et Mohammed Hamdan Dagalo, alias Hemetti, qui commande le puissant groupe paramilitaire des Forces de soutien rapide (RSF, selon les sigles en anglais).

Au 7 juin, le conflit avait fait plus de 1 800 victimes civiles et provoqué le déplacement de 1,5 million de personnes à l'intérieur du pays, tandis que 330 000 personnes quittaient celui-ci, selon le Bureau des affaires humanitaires des Nations unies. À cette situation humanitaire désastreuse, où plus de 24 millions de personnes ont besoin d'une aide extérieure, s'ajoutent les craintes d'une aggravation de la guerre civile et d'une spirale régionale de violence. D'autant plus que l'armée s'est retirée le 31 mai de la table de négociation parrainée par les États-Unis et l'Arabie saoudite, d'où étaient sortis jusqu'à présent, deux cessez-le-feu fragiles. La paix n'est pas pour demain. Les espoirs de consolidation de la transition démocratique dont rêvaient

les Soudanais après les manifestations populaires de 2018 contre le président Omar Al-Bachir, destitué en 2019 par les mêmes militaires qui ont maintenant décidé de ne plus partager le pouvoir, s'éloignent encore plus.

Nous nous sommes entretenus avec Abdelwahab El-Affendi, un universitaire soudanais qui a publié des études sur l'islam politique et l'avenir du monde arabe, du Soudan en particulier. Cet ancien diplomate qui, en 1993, analysait déjà pour la BBC, à Londres, les moyens de faire face à la deuxième guerre civile du pays, est aujourd'hui professeur de Sciences politiques et président du Doha Institute for Graduate Studies. Il est mesuré dans ses propos et parle d'une voix tenue des perspectives désastreuses à court terme, d'une tradition culturelle de civilité et d'hospitalité au Soudan qui devrait servir à réconcilier les Soudanais, et de l'espoir d'une médiation internationale, qui ne commette pas les erreurs du passé.

En tant que Soudanais, que pensez-vous de la situation actuelle dans votre pays ?

Je crois que je n'ai jamais été aussi triste et désespéré car il s'agit d'une catastrophe et personne n'est en sécurité. Nos proches à Khartoum ont dû quitter leurs foyers. Je ne sais pas ce qu'il est advenu de notre propre maison dans la capitale, car le chaos règne partout. Et la réalité est aussi marquée par l'impossibilité de venir en aide à la population.

Pensez-vous que nous puissions parler d'une guerre civile ?

Non, parce qu'une guerre civile oppose des partis ou des formations politiques ayant leurs propres objectifs. Par contre, ici il s'agit d'une affaire militaire interne. Et ces affaires se terminent rapidement lorsque l'un d'entre eux l'emporte. Je pense que les RSF avaient l'intention de tuer Bourhane, et c'est dans ce but que l'attaque du 15 avril a eu lieu, pour prendre ensuite le contrôle du pays, mais ils n'ont pas réussi et nous nous trouvons maintenant dans une situation chaotique. Le pire, c'est que l'insécurité est totale. Personne n'est en sécurité. Il est impossible d'acheminer l'aide humanitaire de l'extérieur vers Khartoum.

El-Affendi lors de l'entretien, le 18 mai, à Barcelone, où il a donné une conférence à l'EMed sur les paradoxes de la politique au Soudan. J.B.



« Le principal défi est que l'armée officielle se réaffirme et remporte la victoire. Si cela ne se produit pas et qu'elle s'effondre, le Soudan se dirigera vers un scénario semblable à celui de la Sierra Leone »

Est-ce que vous pensez que l'État s'est effondré ?

À l'heure actuelle, il n'y a plus d'État, plus de police, plus d'administration publique. Les banques se sont pratiquement effondrées, si bien que si vous avez de l'argent à la banque, vous ne pouvez pas le retirer. Et même si vous avez de l'argent, il est très difficile de se procurer de la nourriture à Khartoum. La situation est donc très compliquée.

Comment en est-on arrivé là ?

Je résumerai : nous avons eu un effondrement politique qui a conduit à une confrontation militaire. La période de transition qui a débuté en 2019, était censée nous conduire en douceur vers la démocratie et les élections. Mais les civils n'étaient pas d'accord sur tout et ils ont commencé à se diviser, ce qui a confirmé aux chefs des deux principales forces militaires qu'ils avaient le contrôle. De là à vouloir l'exercer de manière exclusive, il n'y a qu'un pas. En d'autres termes, tout le processus de transition s'est effondré pour l'instant. Et je blâme également l'ONU et la communauté internationale pour cela, car le dernier accord qu'elles ont parrainé [qui

établissait un ordre de commandement partagé entre l'armée et les RSF jusqu'à la remise du pouvoir à un gouvernement issu des urnes et un long calendrier pour l'insertion des RSF dans l'armée régulière], n'était pas viable mais très problématique, et il a conduit à cet effondrement politique.

Il s'agit d'un combat entre deux généraux, mais représentent-ils quelque chose d'autre ?

Il s'agit d'une lutte entre deux institutions : l'armée soudanaise, méprisée par les civils pour sa répression violente des manifestations de 2018 et 2019, et les RSF, que certains partis d'opposition civils participant au gouvernement de transition ont habilité à faire contrepoids à l'armée. C'est ainsi que les RSF ont commencé à occuper des positions de pouvoir dans les casernes de l'armée, au palais présidentiel, à la télévision publique, et se sont convaincus qu'ils étaient éligibles à un contrôle total du pays.

Maintenant, je pense que le principal défi est que l'armée officielle se réaffirme et remporte la victoire. Si cela ne se produit pas et qu'elle s'effondre, le Soudan se dirigera vers

un scénario semblable à celui de la Sierra Leone [la guerre civile y a duré 11 ans, entre 1991 et 2002, et a causé plus de 50 000 morts dans un pays de huit millions d'habitants ; le Soudan en compte plus de 48 millions].

Pour en revenir à la question, pensez-vous qu'il existe une composante de lutte entre Khartoum et la périphérie ? Hemetti est originaire du Darfour.

Hemetti ne représente pas le Darfour, il ne le peut pas. Il était le bras armé du gouvernement soudanais au Darfour, où il a commis des atrocités. Il ne faut pas oublier qu'il dirigeait une milice financée par le gouvernement d'Al Bachir, qu'il faisait donc partie du gouvernement et que ses forces de combat ne disposaient même pas de bases dans le sud. Depuis la chute d'Al Bachir, ses milices sont restées financièrement dépendantes du gouvernement de transition, et lorsque le robinet des financements publics a été fermé après la flambée de violence du 15 avril, elles se sont retrouvées à court de fonds. Elles ont donc pillé des entreprises et dévalisé des banques. J'ai même entendu, sur les réseaux sociaux,



Réfugiés soudanais dans le désert de la région de Tumtuma au Tchad, fuyant les combats entre l'armée soudanaise et les RSF. ABDOULAYE ADOUM MAHAMAT/ANADOLU AGENCY VIA GETTY IMAGES

qu'un de leurs militaires se plaignait de ne même pas pouvoir s'acheter des cigarettes.

Comme le soulignent certains experts, le Soudan est-il le théâtre d'une lutte permanente entre les élites soudanaises pour piller le pays ? S'agit-il d'un État kleptocratique ?

Je ne suis pas d'accord avec cela parce qu'il existe aussi des intérêts politiques. Comme je l'ai dit, il y a toujours eu une division et une polarisation parmi les civils. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas été en mesure de réussir la transition. Pour réussir la transition, nous aurions dû trouver un consensus civil sur des questions telles que les élections, les objectifs, la Constitution.... Cela n'a pas été le cas. Dans l'accord, sous médiation de l'ONU, une coalition de formations civiles [la coalition des Forces pour la liberté et le changement] était censée partager le pouvoir avec l'armée, mais la coalition a décidé qu'elle devait avoir les milices des RSF de son côté, pour servir de bras armé contre l'armée vilipendée. C'est en fait ce qui a déclenché la situation que nous vivons aujourd'hui, car l'accord prévoyait le transfert du pouvoir de l'armée à un

gouvernement civil, mais les milices des RSF disposaient de 10 ans pour s'intégrer à l'armée.

Mais l'armée n'a peut-être pas contribué à faciliter la transition.

Non, l'armée n'était pas non plus de la partie, en réalité, elle et les milices poursuivaient le même objectif : atomiser et diviser les forces civiles. Les Nations unies et d'autres agences ont parfois le fétichisme de croire que les civils agiront toujours de la façon correcte.

Mais le Soudan a été dirigé par des militaires depuis l'indépendance et le résultat est tout à fait catastrophique.

J'ai une théorie selon laquelle les militaires ne gouvernent jamais, car il s'agit d'un corps très hiérarchisé et il n'existe aucune sorte de parti militaire qui gouverne. Dans le cas d'Hemetti ou Al Bachir, il s'agit évidemment de kleptocrates. Pour les gouvernements civils, l'armée n'est qu'un corps qui écoute ce qu'on lui dit de faire. Je pense que la plupart des dictatures du monde arabe sont des gouvernements de ce type, où les structures de pouvoir sont celles qui gouvernent.

Au Soudan, nous avons également l'exemple d'un général à l'esprit démocratique en la personne d'Abdel Rahman Suwar Al Dahab. Officier militaire, il est arrivé au pouvoir en 1985 et a présidé une courte période de transition jusqu'aux élections qu'il a supervisées en 1986. Il a remis le pouvoir au parti vainqueur et il est parti.

Quoi qu'il en soit, au Soudan, nous venons de voir que, face aux désaccords sur les procédures de gestion de la transition, les militaires, aussi bien que les civils, ont cherché à détourner les règles pour s'assurer le pouvoir.

Comment envisagez-vous l'évolution du pays à court terme ?

Je pense qu'il y aura deux étapes. La première sera centrée sur les combats entre les militaires, qui devraient se terminer très bientôt parce que l'un des deux camps va gagner. Nous ne savons pas qui, mais l'un des deux va manquer de munitions et l'autre va prendre le pouvoir. L'étape suivante consistera à rétablir l'unité civile. Cela sera certes plus compliqué, mais un soutien extérieur peut être utile, par exemple un groupe africain dirigé par l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki, qui s'est efforcé de réconcilier les Soudanais il y a 10 ans, en tant que

président du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine.

Mais pensez-vous que les militaires qui gagneront seront enclins à partager le pouvoir avec les civils ?

Malgré les atrocités commises, les deux camps tentent toujours de mobiliser la population en leur faveur. La milice essaie de dire qu'elle se bat pour la démocratie et contre l'armée, tandis que l'armée dit qu'elle s'engage à défendre le pays et à mettre fin au chaos. Et pour l'instant, la majorité de la population est du côté de l'armée, il est donc possible qu'elle assume une certaine responsabilité, qu'elle endosse le profil du héros et qu'elle décide de soutenir l'émergence d'un gouvernement civil. Nous verrons dans quelle mesure il sera autonome, mais je pense que cette seule possibilité mérite de commencer à travailler à la construction d'une coalition civile aussi large que possible.

Dans son livre *When Peace Kills Politics*, Sharath Srinivasan, chercheur à Cambridge, insiste sur le fait que les médiateurs internationaux au Soudan se concentrent sur les discussions avec les militaires et les technocrates, sans inclure à la table des leaders bénéficiant d'un réel soutien civil. Existe-t-il des personnalités susceptibles d'émerger en tant qu'hommes politiques ayant une réelle base dans la société ? Peut-être que ceux qui étaient là ne sont plus dans le pays ou se cachent.

Ils ne se cachent pas, mais ils sont toujours fracturés et fragmentés. Et sur les réseaux sociaux, on les voit se maudire les uns les autres. La rhétorique continue, certains pensent que soutenir l'armée est une trahison au pays, d'autres sont accusés de soutenir une milice criminelle qui intègre des étrangers, et d'autres encore sont contre l'armée, mettant en garde contre le retour des islamistes... et ainsi de suite. Pour l'instant, donc, c'est difficile, mais j'espère qu'à un moment donné, nous commencerons à voir un peu de bon sens.

Après tant d'années de conflits et de guerres au Soudan, et donc de lassitude de la population, il est choquant de constater qu'il n'existe

« Certains pays arabes et africains sont enclins à la victoire de l'armée. Les Égyptiens et d'autres États ont vu ce qui s'est passé en Libye, ainsi qu'au Yémen. Ils ne veulent pas d'un tel Soudan »

aucun moyen d'éviter la reprise de la violence.

Je ne suis pas surpris, car j'ai prévenu que cela pourrait arriver à plusieurs reprises depuis 2019. J'ai dit que nous nous dirigeons vers un scénario semblable à celui de la Sierra Leone si nous n'agissons pas ensemble, si nous ne parvenons pas à un consensus. J'ai prévenu que si une seule des plateformes civiles prenait le contrôle et avec l'aide d'une faction militaire, cela se produirait.

On craint une spirale régionale de violence et d'ingérence étrangère ?

J'espère qu'aucun des deux camps militaires ne bénéficiera d'un soutien international pour continuer à se battre. C'est une guerre coûteuse et ils auraient besoin de quantités illimitées de munitions. Je ne pense pas qu'un soutien extérieur se produira. Il faut donc espérer que, pour cette seule raison, le conflit prenne fin rapidement.

Les islamistes jouent-ils un rôle dans le conflit en cours ?

Les islamistes ont essayé de jouer un rôle et ont offert des troupes militaires au général Bourhane, mais celui-ci n'a pas accepté. Ils l'attaquent maintenant en disant qu'il n'en fait pas assez.

Vous considérez donc que les deux parties, et en particulier les RSF, n'ont pas assez de pouvoir et de ressources pour poursuivre la guerre indéfiniment.

Comme je l'ai dit auparavant, les RSF étaient financées par le gouvernement. Lors des pourparlers de cessez-le-feu parrainés par l'Arabie saoudite et les États-Unis dans la ville côtière de Djedda, les RSF ont posé comme condition que le gouvernement continue à payer leurs salaires. Cela signifie qu'ils sont désespérés, qu'ils n'ont même pas de salaire, ce qui a entraîné des pillages. Mais à cause de

tout cela, ils ne tiendront pas longtemps et ils manqueront de munitions.

Pensez-vous qu'avec le conflit en cours, il y a une possibilité que des belligérants issus de lignes ethniques ou tribales, ou peut-être de lignes régionales, se joignent à la guerre ?

Non, je ne vois pas le conflit prendre cette direction, car la milice n'a ni base tribale ni soutien populaire, mais l'effondrement de l'État présente sa propre dynamique. Aujourd'hui, par exemple, nous voyons des personnes qui ne faisaient pas partie de la milice au début du conflit, commencent à reproduire le pillage des magasins et des entreprises, de même que les militaires. Si cela se répand, l'effondrement de l'État pourrait rendre le pays ingouvernable. C'est pire qu'une guerre civile. Mais pour l'instant, nous ne voyons pas cela à grande échelle. Rien n'indique non plus qu'une tribu ou un groupe ethnique se joigne à la lutte. Une fois qu'ils ont vu le prix du chaos, ils apprécient une certaine stabilité.

La plupart des gens sont-ils du côté de l'un des deux adversaires ?

Il y a plus de victimes de la milice que de l'armée. On voit dans la ville des affiches demandant aux milices d'arrêter de piller, de violer et de voler. Personne n'y est favorable.

Vous pensez donc que l'armée est dans une position avantageuse ?

Oui, et certains pays arabes et africains sont également enclins à la victoire de l'armée. Les Égyptiens et d'autres États ont vu ce qui s'est passé en Libye lorsque l'armée s'est effondrée, ainsi que la situation au Yémen après des années de guerre. Ils ne veulent pas d'un tel Soudan, ils veulent au moins un État uni.

Vont-ils aider l'armée ?

Je crois qu'ils le font déjà./